

NO TX II
29.6.92**5) Visite du Secrétaire d'Etat Franz Blankart à Londres les 23 et 24 juin 1992**

Dans le cadre de ses contacts traditionnels avec la future présidence communautaire, le SE Blankart a effectué, les 23 et 24 juin, une visite de travail à Londres. Il a rencontré entre autres le Ministre du commerce Richard Needham, le Ministre d'Etat chargé des affaires européennes Tristan Garel-Jones, le Sous-Secrétaire d'Etat (DTI) Christopher Roberts, Mme Sarah Hogg, du Cabinet du Premier Ministre ainsi que le Sherpa britannique Andrew Turnbull.

Le but du voyage était de rassurer les interlocuteurs britanniques de la volonté du Conseil fédéral d'assumer de façon constructive les droits et les obligations d'un Etat membre, après que certains doutes soient apparus à ce sujet dans le Gouvernement et la presse britanniques. Les principales questions soulevées du côté britannique ont porté sur l'agriculture et la démocratie directe. Nous sommes les bienvenus, mais il ne faut pas s'attendre à des cadeaux lors des négociations... Le problème de la neutralité est "réglable". Une adhésion à l'Union ouest-européenne (WEU) n'est point nécessaire mais, si nous y adhérons, il faut aussi adhérer à l'OTAN. L'intégration militaire de l'Europe ne saurait se faire au détriment de la solidarité atlantique. C'est ainsi que les Britanniques voient d'un mauvais oeil l'entente franco-allemande en matière militaire.

Le cas danois est apprécié et respecté par cet admirable mélange de tolérance et de pragmatisme britanniques. Cet échec est une raison de plus de pousser l'élargissement sans attendre l'approfondissement.

Le SE Blankart a en outre abordé quelques problèmes EEE, le TPP avec les pays de l'Europe centrale, le GATT, Bretton Woods et Munich.

Il a également eu, avec l'Ambassadeur Muheim, un entretien à 10 Downing Street avec Mme Sarah Hogg, responsable de la "policy unit" du Premier Ministre et, à ce titre, une de ses plus proches conseillères (économiste réputée, il est d'ailleurs question d'elle pour succéder au Gouverneur de la Banque d'Angleterre). Mme Hogg a posé plusieurs questions précises en ce qui concerne le processus d'adhésion de la Suisse à la Communauté, notamment quant au calendrier que nous envisageons et aux procédures de ratification internes, et a noté nos réponses avec beaucoup d'attention. De son côté, elle a souligné que le Premier Ministre excluait un référendum sur Maastricht, qui serait "inutile" compte tenu du système politique britannique. En revanche, elle ne s'est pas montrée très précise en ce qui concerne la date à laquelle le Parlement de Westminster serait appelé à ratifier le traité, parlant simplement de l'automne et des développements qui peuvent se produire en Europe (allusion manifeste au référendum français).

